

PREFECTURE DU NORD
Direction des Politiques Publiques
Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

ENQUETE PUBLIQUE

DEPARTEMENT DU NORD
ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE

COMMUNE DE FLÊTRE
Gaec ASSEMAN FRERES

Extension d'un élevage porcin

(Rubrique 2102-1 et 3660b de la nomenclature des ICPE
Directive 2010/75/UE dite IPPC sur la prévention des pollutions)

RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

Enquête Publique du Mardi 22 septembre 2015
au Vendredi 23 octobre 2015

Commissaire Enquêteur
Jean Pierre DEKEISTER

Le GAEC familial ASSEMAN comprend quatre associés cogérants , dont 2 sont domiciliés au siège de l'exploitation, 664 Rue au Beurre à FLÊTRE. Le GAEC emploie 3 salariés en temps complet.

L'exploitation inclut :

-) La culture d'une SAU (surface agricole utile)de 155ha, dont 110ha en céréales et maïs pour l'alimentation des animaux d'élevage.

-) Un élevage bovin de 22 vaches allaitantes, et 21 autres bovins

-) Un élevage porcin de type naisseur-engraisseur, démarré en 1983, d'une capacité de 3174 animaux équivalents (AE), soit un effectif réel de 380 reproducteurs, 1080 porcelets en post sevrage, 1800 porcs à l'engrais. Cet élevage est tenu au siège et sur 3 exploitations tierces (porcs à l'engrais) sur les communes de METEREEN, STEENWERCK et SEC-BOIS

En cadre administratif, l'élevage est légalisé par un arrêté préfectoral d'autorisation du 13/10/1989, de deux « donné acte » du 01/09 et 18/10/2000, et d'un second arrêté préfectoral du 26/09/2013 qui couvre l'élevage de 3174 AE.

1. Objet et cadre juridique de l'enquête

1.1. Objet

Le GAEC ASSEMAN envisage le regroupement de son élevage porcin au siège d'exploitation à FLÊTRE. Le projet implique la construction d'un bâtiment de 4230m2 pouvant accueillir 3360 places de porcs charcutiers.

Le permis de construire de ce bâtiment a d'ores et déjà été délivré par arrêté municipal du 5 septembre 2015.

Le dimensionnement de l'élevage avant et après projet se présente ainsi :

AVANT PROJET				APRES PROJET			
Animaux	Nb effectif	Coeff équivalence	Animaux équivalents	Animaux	Nb effectif	Coeff équivalence	Animaux équivalents
verrats	4	3	12	verrats	4	3	12
truies	380	3	1140	truies	371	3	1113
cochettes	6	1	6	cochettes	74	1	74
Post sevrage	1080	0.2	216	Post sevrage	2160	0.2	432
Porcs engrais	1800	1	1800	Porcs engrais	3600	1	3600
TOTAUX	3270		3174		6209		5231

Le doublement de la capacité d'engraissement sur site est la conséquence majeure du projet, qui inclut en outre une mise à jour du plan d'épandage sur une SAU totale de 384ha répartie sur 12 communes : FLÊTRE ,CAESTRE,EECKE , STEENVOORDE, TERDEGHEM, ST JANS CAPPEL HONDEGHEM, STAPLE, GODEWAERSVELDE, BOESCHEPE .

Huit communes ont partie de leur territoire à moins de 3kms du siège d'exploitation : Les 4 premières précitées et de surcroît , BORRE, MERRIS, PRADELLES et STRAZEELE .

1.2. Cadre juridique

1.2.1 Textes généraux

Art R 511-9 du Code de l'Environnement (C. Env) :

A la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), l'installation relève de la rubrique 3660b : Elevage intensif de porcs avec plus de 2000 emplacements pour les porcs de production (+ 30kgs)

Le projet du GAEC ASSEMAN est de ce fait soumis à autorisation justifiant l'enquête publique régie par les arts R 123-1 à R 123-27 du C. Env . Dans le cadre de la rubrique 3660b, le rayon d'affichage du projet s'étend aux communes dont partie du territoire est dans un rayon de 3kms de l'installation.

1-2-2 Décisions relatives au projet

- 1) Ordonnance du Vice-Président du Tribunal administratif de Lille du 18/08/2015 désignant le soussigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire, Mr Patrick CHLEBOWSKI étant désigné comme suppléant.
- 2) Arrêté préfectoral du 01/09/2015 titrant : Enquête publique sur la demande présentée par le GAEC ASSEMAN FRERES en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un élevage porcin de 5231 Animaux équivalents avec 4231 places de porcs d e + de 30kgs, sur le territoire de la commune de FLÊTRE, définissant les modalités d'organisation de l'enquête.
- 3) Arrêté municipal du 05/09/2015 accordant le permis de construire au GAEC ASSEMAN FRERES pour la construction d'un bâtiment d'élevage porcin.

1.3. Objectifs de l'enquête

L'environnement est affecté par 2 activités complémentaires :

- L'exploitation au siège , renforcée par la construction d'un nouveau bâtiment, et l'accroissement corrélatif de la taille de l'élevage
- L'épandage du lisier sur une superficie de 384ha , répartie sur 12 communes

L'analyse des risques et des mesures préventives et correctives pour les réduire ou les supprimer conduira à l'examen :

Sur le site d'exploitation

- Le choix de l'emplacement, urbanisme, desserte, proximité des propriétés bâties tierces, zones naturelles, vents dominants
- Les conséquences de la nouvelle construction au niveau architectural ,insertion dans le paysage, traitement des eaux pluviales.
- Les conséquences de l'accroissement du cheptel au niveau du bruit, des odeurs, des déjections, de l'enlèvement des animaux morts, de l'évacuation des eaux de lavage

Quant à l'épandage de lisier

- Respect des dispositions du SDAGE (Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et des SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) de l'Yser et de la Lys
- Aptitude des sols à l'épandage
- Plan d'épandage : Conditions d'utilisation des terres mises à disposition, calendrier d'épandage, protection des zones vulnérables
- Techniques d'épandage

Les mesures préventives et correctives seront appréciées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) pour réduire l'altération de l'environnement ,tant au niveau de l'alimentation animale que du stockage et l'épandage de lisier. Seront également relatés les engagements pris au regard des recommandations et obligations en matière environnementale.

2. Le site d'exploitation

2.1 Données de contexte

2.1.1. Localisation

L'exploitation du GAEC ASSEMAN se situe à 1.2kms du centre de la commune de FLÊTRE, en accès par chemin privé de 200m sur la Rue au Beurre, voie vicinale reliée à l'est au CD 69 à 650m (desserte FLÊTRE et STRAZEELE), à l'ouest au CD 947(liaison CAESTRE et STRAZEELE).L'autoroute A25 (LILLE-DUNKERQUE)est à 4kms de l'exploitation.

Le paysage dans ce secteur de Flandre intérieure est structuré par des fermes de polyculture et d'élevage, principalement porcins et avicoles. Dans un rayon de 3kms autour du site sont recensées 14 installations d'élevage classées pour la protection de l'environnement ,et soumises à autorisation. La propriété bâtie tierce la plus proche est distante de 183m (autre exploitation), 615m pour celle à usage exclusif d'habitation

2.1.2. Urbanisme

La commune de FLÊTRE est dotée d'un plan local d'urbanisme (PLU) au regard duquel l'exploitation est située en zone NC : « Zone naturelle non équipée et protégée au titre de l'activité agricole ».Sont autorisées : « La création et l'extension des activités de caractère agricole ressortissant ou non de la législation sur les établissements classés dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à l'intérêt des lieux et ne compromettent pas le caractère de la zone, et sont directement liées au bon fonctionnement des exploitations agricoles ».

2.2.3. Protections environnementales

- Zones naturelles d'intérêt écologique ,floristique et faunistique(ZNIEFF).Sept ZNIEFF sont recensées à proximité du site, la plus proche à 3.3kms(Mont des Cats, monts de Boeschève), la plus éloignée à 9,4kms(Mont des Récollets, mont Cassel)
- Zone Natura 2000 : réseau de sites écologiques pour préserver la biodiversité et valoriser le patrimoine naturel : La zone la plus proche est à 18kms (région audomaroise)
- L'exploitation du GAEC n'est pas intégrée à un périmètre
 - De protection d'un site classé
 - De captage des eaux ou de protection de captage
 - De zone humide d'intérêt environnemental

2.2.Les bâtiments d'exploitation

2.2.1. Avant projet

L'élevage porcin occupe 7 bâtiments regroupés sur le corps de ferme, d'une superficie totale de 5464m².

Matériaux : Structure métallique ou béton, murs panneaux béton, toiture fibrociment gris (1 bat tôles alu)

Bâtiments du site connexes à l'élevage : Chaufferie et stockage bois de chaufferie, matériel agricole, fuel ,local phytosanitaire-Fabrique d'aliments à la ferme, tant pour les animaux élevés sur place que pour ceux engraisés sur 3 exploitations tierces.- Bâtiment de stockage des céréales produites sur l'exploitation et compléments achetés (soja)

2.2.2. Après projet

Construction d'un nouveau bâtiment d'engraissement des porcs implanté au nord de l'actuel ensemble bâti, d'une superficie de 4232m² et pouvant accueillir 3360 places de porcs à l'engrais. Corrélativement devrait être désaffecté un bâtiment d'engraissement de 1188m², d'une capacité de 1440 places.

Matériaux de construction identiques aux bâtiments existants : structure métallique ,murs panneaux béton, toiture fibro.

Le nouveau bâtiment respectera les normes minimales exigées par l'arrêté du 16/01/2003 pour la protection des porcs (bien être animal). Cette mise aux normes a déjà été réalisée en 2012 dans le bâtiment des truies gestantes.

Equipements d'accompagnement :

- Fosse à lisier : 5400m³, sous le bâtiment
- Cuve récupération eaux pluviales : 450m³
- Bacs PHYTOBAC Filtrage sur lits de paille des eaux de ruissellement souillées et eaux de lavage matériel.

L'accroissement de la capacité d'élevage sur le site est de 2057 animaux équivalents : 5231 – 3174.

2.3 Impact du site d'exploitation sur l'environnement

2.3.1 Impact visuel

En l'état le site d'exploitation :

- Est en retrait (200m) de la voie publique
- Est ceinturé d'une haie vive de clôture
- Ne comprend pas de constructions dont la hauteur capte le regard

Le bâtiment à construire est de consistance identique à ceux existants dont il constitue un prolongement. Il sera ceinturé au nord d'une nouvelle haie vive à planter.

L'impact visuel est donc limité

2.3.2. Faune et Flore

Il est rappelé que le site n'est inséré dans aucune zone naturelle sensible (ZNIEFF-NATURA 2000)

La nouvelle construction nécessite l'arrachage d'une haie arbustive (chênes, frênes, houx, érables) sur un linéaire de 150m environ. La nouvelle haie de ceinture restituera l'habitat de la faune, essentiellement aviaire.

2.3.3. Bruit

Sources de bruit inventoriées :

- Extérieures au site : Voies publiques (CD 938-69-947-A25)
- Spécifiques au site : Alimentation des animaux, fabrication d'aliments ,chargement-déchargement des animaux ,pompage d e lisier ,groupe électrogène, lavage haute pression.

La réglementation applicable aux établissements d'élevage soumis au régime de l'autorisation impose le respect de 2 valeurs mesurées en limite de la propriété et en limite de celle du tiers le plus exposé.

L'étude acoustique réalisée révèle que les seuils limites autorisés ainsi que les niveaux d'émergence : (différences bruits ambiants et bruits résiduels) sont inférieurs aux normes admissibles.

On remarquera :

- Que le mode d'alimentation des animaux : nourrisseurs individuels-distribution lors de la manifestation des besoins, supprime les cris provoqués à l'approche de la distribution à horaires fixes, et par la compétition pour l'accès aux mangeoires.
- Qu'une étude acoustique complémentaire doit être menée après nouvelle configuration de l'élevage

2.3.4 Odeurs

Sources d'émission : Animaux-effluents et leur stockage-déchets

Les mesures correctives mises en œuvre pour les réduire sont des MTD(Meilleures Techniques Disponibles) exigées par la Directive européenne IED (Industrial Emission Directive)pour les élevages possédant plus de 2000 emplacements de porcs à l'engrais.

- Au niveau de l'alimentation animale : L'alimentation biphase, adaptée au développement physiologique des animaux limite l'excrétion d'azote et d'ammoniac, composés particulièrement odorants des déjections.
- Au niveau des bâtiments : Les bâtiments sont régulièrement nettoyés et équipés d'une ventilation, en toiture ou latérale. Le nouveau bâtiment sera équipé d'un laveur d'air qui retient les poussières, vecteurs des odeurs.
Toutes les fosses à lisier sont couvertes et reliées à une fosse extérieure .L'étude d'impact mentionne que la couverture de fosse du nouveau bâtiment réduira de 70 à 90% les émissions d'odeurs et d'ammoniac.
- Au niveau de l'élimination des déchets : Les cadavres d'animaux sont stockés à température négative dans un bac d'équarrissage, et enlevés une fois/semaine.

Les vents dominants : Sud, Sud-Ouest selon les données météorologiques, limitent également les nuisances olfactives vis-à-vis des tiers demeurant au Nord, Nord-Est, les plus proches étant à plus de 500m

2.3.5.Circulation

Le regroupement de l'élevage sur un seul site modifie la nature et la fréquence des transports.

- En nature : Disparition des transports de porcelets et de nourriture vers les 3 sites tiers d'engraissement-95 trajets supprimés
- En fréquence : Doublement (de 35 à 78) des transports d'enlèvement des porcs gras , et des tonnes de lisier vers les ilots d'épandage : 74 trajets supplémentaires .

Globalement, l'incidence du regroupement est donc positive

2.3.6 .Santé

Les risques sanitaires recensés sont liés :

- Aux agents pathogènes transmis par les animaux et responsables de zoonoses
- Aux pratiques d'élevage : poussières, agents chimiques gazeux.....

L'éloignement des tiers , et leur localisation à l'opposé des vents dominants, rend le risque sanitaire négligeable, par ailleurs contenu par les pratiques d'hygiène dans la conduite de l'élevage : Pénétration limitée dans les locaux, mise en quarantaine des nouveaux animaux, lavage et désinfection des locaux, lutte contre rongeurs et mouches, bac réfrigéré pour cadavres.

L'étude environnementale conclut à l'absence de risque sanitaire lié à l'exploitation de l'élevage.

2.3.7. Air –Energie

- **Air** : L'étude d'impact quantifie les gaz à effet de serre(gaz carbonique, méthane, protoxyde d'azote)

Avant projet : 2122t Co2e/an = PRG (Pouvoir de Réchauffement Global)

Après projet : 3727t Co2e/an = PRG, soit une augmentation de 76%

La quantité d'ammoniac produite

Avant projet : 10984 kgs(après correction de l'erreur dans l'étude d'impact)

Après projet : 13377kgs- L'étude d'impact corrigée relève que cette augmentation serait sensiblement plus importante (+ 8803kgs) en l'absence de laveur d'air .

En application d'une directive européenne transposée en droit français sur les émissions polluantes, l'exploitant doit télétransmettre annuellement les quantités d'ammoniac rejetés dans l'air.

Les MTD (meilleures techniques disponibles) mises en œuvre dans la conduite de l'élevage contribuent à limiter les quantités d'azote et d'ammoniac émises, notamment :

- La gestion de l'alimentation (alimentation biphase, adaptation aux besoins(self feeders)
- Logement des porcs sur caillebotis
- Couverture des fosses à lisier , et évacuation périodique vers fosses extérieures
- Mise en place d'un laveur d'air : équipement utilisant l'action chimique de l'eau pour transformer les gaz en éléments liquides –diminution de l'ammoniac de 40 à 90 %

- **Energie** :

La fin d'un contrat EJP avec EDF, et la limitation de l'usage du groupe électrogène aux seules coupures du réseau public, entrainera :

- Une réduction de 5000l (estimation) des besoins en gazole (de 25000 à 20000l)
- Une augmentation de la consommation électrique : de 320 000à 480 000Kwh/an

L'étude d'impact relève que l'efficacité énergétique de l'exploitation (rapport énergie dégagée et énergie nécessaire à son fonctionnement) croît de 0.89 à 1.09 du fait de l'augmentation de la taille de l'élevage.

2.4. Etude des dangers

Cette étude , prescrite aux art L 512-1 et R 512-6 du C Environnt , est définie à l'art R 512-9.Elle a pour but de caractériser , prévenir et réduire les risques liées à une installation.

L'incendie est le principal danger que pourrait engendrer l'élevage. Pour en réduire la probabilité et les effets :

-) Chaque bâtiment est pourvu d'extincteurs
-) Les matériels ne sont pas remisés en contrebas de produits inflammables(paille)
-) Existence de 2 réserves d'eaux pluviales pour l'extinction(300m³, et 450m³ à construire)
-)Evacuation possible des eaux d'extinction vers fosses à lisier.

L'autorité environnementale n'émet aucun commentaire sur les dangers.

2.5.Gestion de l'eau

2.5.1 Alimentation en eau et besoins

L'eau nécessaire à l'alimentation animale est fournie par un forage de prélèvement dans la nappe phréatique assurant un débit maximum de 3m³/h, et simplement soumis à déclaration (note préfecture 05/09/1995).Un compteur permet de vérifier les quantités consommées .En cas de besoin, le réseau public est utilisable. Une disconnexion est en place entre les 2 réseaux.

Avant projet les besoins en eau de l'exploitation sont estimés à 7000m³/an

Après projet les besoins sont rehaussés à 11150m³/an.

L'application de MTD réfrène la consommation : système de machines à soupe, coupelles de récupération sous pipettes d'abreuvement, compteur de contrôle à sortie captage, lavage des bâtiments par nettoyeur haute pression (économie 3000l/an en comparaison usage tuyau classique)

2.5.2 Gestion des eaux pluviales (EP)

Avant projet : Le volume d'EP recueilli est de 7500m³, évacué :

Partie vers mare et trop plein infiltré en prairie

Partie vers 2 cuves de stockage de 60 et 300m³ : eaux utilisées pour lavage bâtiments, réserve incendie

Après projet : Le volume d'EP croît de 3620m³ : eaux de toiture du nouveau bâtiment sous lequel doit être installée une cuve de 450m³.

2.5.3 Gestion des eaux usées (EU)

Les eaux de lavage des bâtiments sont directement évacuées dans les fosses à lisier de sous sol.Les eaux souillées par ruissellement sur les aires imperméabilisées) sont préalablement filtrées par PHYTOBAC(filtrage sur lit de paille) à mettre en place, avant rejet dans les fosses EP.

3. Le lisier

3.1. Au niveau du site d'exploitation

- La capacité de stockage disponible dans les fosses couvertes et celle extérieure est de 10 658m³. La production annuelle calculée de lisier est de 8886m³, soit une moyenne mensuelle de 742m³. La capacité temporelle de stockage est donc de 14 mois (10658 / 741), supérieure à la capacité réglementaire requise : 7,5 mois.
- Le § 2.3.7 énumère les mesures adéquates mises en œuvre ou à mettre en œuvre (laveur d'air) pour limiter les émanations d'ammoniac sur site
- Le nombre de transports du lisier vers les lieux d'épandage est estimé à 60

3.2. Au niveau de l'épandage

3.2.1. Zone géographique d'épandage

La zone d'épandage couvre une surface de 384ha, dont 372ha utiles (soustraction prairies, cours d'eau, bandes enherbées , terrains pentus) . Cette zone est disséminée sur 12 communes (§ 1.1), 60 ilots, et cultivée par 5 exploitants outre le GAEC ASSEMAN (153ha).

Laurent DECHERF St Jans Cappel : 54ha

GAEC DEQUIDT Flêtre : 12ha

GAEC MAERTEN Caëstre : 79ha

EARL DASSONNEVILLE Merckeghem : 23ha

Benoît COUDEVILLE Steenvoorde : 23ha

3.2.2 Dispositions réglementaires dans la zone

- L'exploitation et les ilots d'épandage sont dans le périmètre du **SDAGE Nord-Picardie**(Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) . L'objectif 2010-2015 du SDAGE est la préservation et la restauration des zones humides
- Par bassin versant , **les SAGE** (Schémas d'aménagement et de gestion des eaux) fixent les objectifs d'utilisation , de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau, ainsi que les objectifs de préservation des zones humides. Dix communes du périmètre d'enquête sont dans le SAGE de la Lys (approuvé en 2010), 6 communes sont dans le SAGE de l'Yser(en cours d'élaboration)

Ces documents définissent des zones à dominante humide près desquelles sont localisés plusieurs ilots d'épandage, et des zones humides dans lesquelles aucun ilot n'est localisé, non plus que dans une zone de captage des eaux, de protection de captage, ni que de zone inondable.

L'étude d'impact énumère les différentes dispositions du SDAGE, et des 2 SAGE, pour assurer le respect des objectifs assignés, et les actions mises ou à mettre en oeuvre. On retiendra notamment pour les ilots proches de certains cours d'eau (becques, ruisseaux) classés BCAE (bonnes pratiques agricoles et environnementales) par arrêté préfectoral, l'obligation de maintien d'une bande enherbée de 10m entre le cours d'eau et la parcelle, aux fins de limiter une pollution diffuse dans les eaux superficielles.

- **Directive nitrates**

Toutes les communes d'épandage sont classées en zone vulnérable au regard de la Directive européenne de décembre 1991, du fait de la teneur élevée en nitrates des eaux. En découlent des programmes d'action déclinés en arrêtés préfectoraux :

-) L'implantation de cultures intermédiaires avant les cultures de printemps pour réduire la pollution par nitrates (CIPAN=Cultures Intermédiaires Pièges A Nitrates).
-) L'interdiction d'épandage sur les ilots détrempés pour éviter le ruissellement vers les cours d'eau
-) La réalisation d'un plan de fertilisation des ilots, pour adapter les apports de fertilisants aux besoins des plantes.
-) La diversification et la rotation triennale des assolements pour éviter l'épuisement et l'érosion des sols.

Ces diverses préconisations ne sont pas en contradiction avec les pratiques culturales modernes, à la recherche des meilleurs rendements conjugués à une économie des moyens de production (fertilisants, produits phytosanitaires....)

3.2.3. Aptitude des sols à l'épandage

Une étude des sols a été entreprise sur tous les sites d'épandage, selon la méthode APTISOLE qui permet de classer les sols par aptitude d'épandage, c'est-à-dire par leur capacité à recevoir des effluents sans engendrer de pollution notable, et en améliorant leurs caractéristiques agronomiques.

La pollution des sols résulte de 3 facteurs : Le ruissellement, le lessivage, l'engorgement.

Les ilots d'épandage sont constitués à 82% de sols limoneux qui possèdent une bonne capacité de rétention de l'eau, mais sont sensibles à l'engorgement.

Du croisement de ces risques avec le type d'effluent rejeté, liquide s'agissant de lisier, les ilots sont classés en aptitude 1, classe soumise à des recommandations agronomiques, notamment :

-) Epandage sur couvert végétal en place ou à suivre pour les ilots sans engorgement
-) Pas d'épandage en période d'engorgement pour 2 ilots limono-argileux, et 1 ilot argileux

3.2.4. Les techniques d'épandage

Ce vocable recouvre le matériel utilisé, les périodes d'épandage, la tenue d'un fichier signalétique.

- Le matériel d'épandage : l'exploitant dispose de 2 tonnes à lisier (15 et 22m³) pourvues d'enfouisseurs d'injection directe du lisier dans le sol, atténuant les émissions olfactives dans l'air.
- Les périodes d'épandage : 2 périodes d'épandage :

-) août –septembre avant semis de céréales ou CIPAN

-)mars –avril avant semis ou plantations cultures de printemps (lin, betteraves, pommes de terre).Le 5^{ème} programme régional Nord-Pas de Calais « Directives nitrates »,formalisé par arrêté du 25/07/2014,contient un calendrier sur les périodes d'interdiction d'épandage et les prescriptions sur le tenue du cahier d'épandage.

- Le cahier d'épandage : Prescrit par arrêté du 19/12/2011, abondé par l'arrêté précité de juillet 2014, ce cahier constitue un fichier signalétique des épandages où sont notamment reportés : dates d'épandage, volume d'effluents, bilan de fertilisation azotée, nature des cultures, rendements.....

4. Avis de l'autorité environnementale

Le rapport est daté du 9 juillet 2015.Le pétitionnaire y a répondu le 6 octobre 2015, dans le cours de l'enquête publique. Les réponses sont jointes en annexe du présent rapport.

Après avoir relevé que le résumé non technique est de bonne qualité, l'autorité environnementale remarque que les principaux enjeux environnementaux concernent la gestion de l'eau, les transports, les impacts sur la santé, et l'efficacité énergétique. Elle apprécie ces différents volets correctement analysés, de même que les mesures proposées pour limiter les nuisances sur l'environnement et la santé humaine.

En conclusion, l'autorité environnementale préconise néanmoins certaines dispositions à mettre en œuvre.

➤ L'étude acoustique

A réaliser après exécution des travaux et mise en place éventuelles de mesures compensatoires supplémentaires. Le pétitionnaire s'est engagé à satisfaire à cette préconisation.

➤ La disconnexion des réseaux d'eau :

Réseau de forage, et réseau de distribution publique. Le pétitionnaire répond que cette disconnexion existe, et que des clapets anti-retour et vannes d'arrêt sont installés sur les 2 réseaux.

➤ Le bilan agronomique

A revoir à partir des quantités d'azote et de phosphore réellement traitées par l'épandage des fumiers et lisier, avec analyse de chaque effluent organique.

Le pétitionnaire répond que le plan prévisionnel de fertilisation est établi après analyse annuelle des lisiers. Cette analyse sera abondée de celle des éléments fertilisants : azote, phosphore, du fumier de bovins , afin d'adapter le plan et doses d'épandage. Le bilan agronomique prendra en compte ces valeurs corrigées.

➤ Les cultures d'épandage

L'autorité environnementale recommande la valorisation directe des effluents sur culture : Céréales en automne, pommes de terre et maïs au printemps, plutôt que sur cultures intermédiaires(CIPAN) de couverture végétale en automne. Le pétitionnaire réplique qu'il en est ainsi, sauf quand les surfaces ensemencées en automne sont trop faibles , et contraignent à un épandage sur cultures intermédiaires avant semis de printemps.

5. L'enquête publique

5.1. Déroulement de l'enquête

Prescrite par arrêté préfectoral du 1 septembre 2015, elle s'est déroulée du mardi 22 septembre au vendredi 23 octobre 2015.

Cinq permanences ont été tenues en mairie de Flêtre , de 9h à 12h, les 22 et 30 septembre 2015, les 7, 17 et 23 octobre 2015.

La publicité a été assurée par voie d'affichage dans les 16 mairies concernées(format A3), ainsi que sur les lieux d'exploitation (panneau 60 sur 80cms-affiche lettres noires 2cms sur fond blanc).A la demande du commissaire enquêteur un panneau d'affichage supplémentaire de format A3 a été placé à l'intersection des Rue au Beurre et CD 69.

2 publicités légales ont été faites :

-) LA VOIX DU NORD des 5 et 23 septembre 2015

-) LE SYNDICAT AGRICOLE des 4 et 25 septembre 2015

L'autorité environnementale a émis son avis le 9 juillet 2015.Le pétitionnaire y a répondu dans le cours de l'enquête ,le 6 octobre 2015 .

5.2. Observations recueillies

5.2.1. Comptabilité

10 personnes reçues,3 personnes ont consigné des observations en dehors des permanences, 1 courrier a été réceptionné en mairie le dernier jour d'enquête.

5.2.2. Classement sommaire

1 avis non identifié dans son objet et son signataire

10 avis favorables au projet

1 avis défavorable au projet

1 avis en 3 consignations sur registre –observations critiques et questions

5.2.3 .Analyse-réponses pétitionnaire-commentaires commissaire enquêteur (CE)

- Avis favorables(10 avis)

Les personnes favorables au projet sont des professionnels de l'élevage porcin qui mettent en avant : Le maintien et le développement indispensable de l'élevage porcin dans la région, le professionnalisme des exploitants, la modernisation bénéfique de leur outil de travail, leur respect des règles d'élevage(bien être animal) et d'épandage.

Aucun commentaire du pétitionnaire et du CE

- Avis défavorable(1avis)

Mme PECQUEUR fait état :

1 –du non respect de l'art 515-14 du Code civil sur la sensibilité animale

2-de l'augmentation de la pollution aux nitrates générée par le projet

3-des odeurs pestilentielles liées à l'épandage

4—2 des émissions de CO 2 incompatibles avec l' objectif de réduction des gaz par effet de serre

Réponses du pétitionnaire

1-Le projet respecte les normes européennes sur le bien être animal : 1,21m2/animal dans la nouvelle porcherie-norme : 0,65 à 1m2/animal selon poids du porc-Bâtiments avec fenêtres et aération-accès permanent à l'eau-présence matériaux manipulables

2-Pollution aux nitrates-Ilots aptes à l'épandage après étude agro-pédologique sous réserve de certaines recommandations détaillées dans l'étude d'impact-respect de l'arrêté du 25/07/2014 établissant le programme d'action régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par nitrates (périodes d'épandage, plan de fertilisation, retrait vis-à-vis des cours d'eau)

3-Odeurs liées aux épandages-Les tonnes à lisier sont équipées d'enfouisseurs de lisier -2 périodes annuelles d'épandage-restrictions temporelles (week end, jours fériés)

4-Emission CO2 –Secteur agriculture/sylviculture.3% des émissions en 2012-mesures de diminution des gaz à effet de serre : Bâtiments d'élevage correctement isolés et non chauffés-Eclairage basse tension.

Avis du CE

1-L'art 515-14 du C civil définit les animaux : « êtres vivants doués de sensibilité » sans que soit déclinée une réglementation au dit Code. Les mesures d'application en matière d'élevage sont définies par une Directive européenne transposée en droit français .Pour l'élevage porcin sont déterminées des surfaces/animaux et des règles de vie (lumière, eau.....) que l'exploitant respecte ou s'engage à respecter.

2-Pollution aux nitrates, Odeurs-Emission CO2

Les mesures prises pour limiter ces nuisances sont détaillées dans les précédents § du rapport.

3-Les remarques sont plus motivées par une sensibilité écologique générale qu'appuyées sur des normes juridiques opposables, l'exploitant respectant déjà ou s'engageant à le faire,les contraintes réglementaires existantes.

- Avis avec questions et critiques (1 avis)

Mme VANHEE a consigné 3 séries d'observations, les 26/09-30/09 et 23/10

1-Dates et lieux d'affichage de l'enquête

2-Discordance plan masse et références cadastrales entre dossier d'enquête et dossier permis de construire

3-Certaines communes d'épandage reprises à l'étude d'impact et non mentionnées dans l'arrêté préfectoral

4-Demande des références cadastrales des parcelles d'épandage

5-Devenir des 3 exploitants logeant des porcs du GAEC ASSEMAN

6-Réserve quant aux vents dominants : Odeurs perçues

7-Trafic supplémentaire engendré par le projet-incidence sur état de la voie communale (Rue au Beurre)

8-Acquiescement aux observations de Mme PECQUEUR.

Réponses du pétitionnaire

1-Madame le Maire a attesté l'affichage en mairie le 4 septembre. L'affiche sur le lieu d'exploitation a été apposée le 07/09 (15j avant début d'enquête).L'affichage à la croisée des voies (CD 69-Rue au Beurre) n'est pas obligatoire.

2-Reconnaissance de la modification du plan masse du permis de construire (définitif) en rapport de celui joint à la demande d'autorisation d'exploiter. : réduction surface et largeur, allongement longueur, décalage vers l'Ouest. Site d'exploitation sur parcelle ZH 92.Nouveau bâtiment sur ZH 89(partie sud, ZH 91(partie infime) et ZH 92.

3-Les 12 communes du plan d'épandage sont reprises au dossier(p93-§ 21).Quatre communes non mentionnées sur arrêté préfectoral : Flêtre-Caestre-Eecke-Meteren

4-Les plans fournis dans le plan d'épandage sont conformes à ceux exigés par l'art 27-2 de l'arrêté du 27/12/2013. Les cartes fournies en annexe de l'étude d'impact permettent de situer les ilots. Les références cadastrales ne sont plus à fournir.

5-Les 3 exploitants « prestataires » ne sont pas en contrat avec le GAEC ASSEMAN mais avec la coopérative SYPRONORD qui se charge de fournir des porcelets à engraisser.

6-Vents dominants(42.5%) : Sud-Sud Ouest (Météo France) -Néanmoins partie(3.9%) venant du Nord Ouest peuvent provoquer des nuisances olfactives pour les riverains localisés au Sud Est de l'exploitation .Nouveau bâtiment équipé d'un laveur d'air pouvant réduire jusqu'à 75% des odeurs.

7-Trafic sur voie communale- L'exploitation ASSEMAN existe depuis + de 30 ans, et n'est pas la seule bordurière de cette voie. Le passage de camions et d'engins agricoles est une donnée normale de l'activité exercée, et il appartient à la commune de pourvoir à la compatibilité de la voie avec les activités agricoles, aucune restriction de tonnage n'en entravant l'usage.

Avis du commissaire enquêteur

1-Des dispositions de l'art R 123- 11-II et III du Code de l'Environnement , il ressort que l'avis d'ouverture d'enquête doit être affiché en mairie et sur les lieux d'exploitation 15j au moins avant l'ouverture d'enquête, et maintenue pendant toute la durée de celle ci .Madame le Maire de FLÊTRE a établi une attestation d'affichage en mairie à partir du 4 septembre 2015. Une seconde attestation du 24 octobre certifie que l'affichage en mairie et sur les lieux d'enquête couvre la période du 07/09 au 23/10/2015..

Le commissaire enquêteur a demandé qu'une autre affiche soit apposée à l'intersection de la voie d'accès à l'exploitation (Rue au Beurre) et du CD 69. Cette affiche a été réalisée le 26/09. Les textes n'exigent le délai préalable de 15j que pour l'affichage en mairie et sur les lieux d'exploitation.

2-Discordance plan masse : cette discordance n'affecte pas la consistance du projet soumis à autorisation.

3-L'arrêté préfectoral d'ouverture ne reprend pas distinctement les 4 communes citées dans celles concernées par le plan d'épandage .Elles sont néanmoins reprises dans celles incluses dans le périmètre d'affichage.

4- Les parcelles sont localisables, bien que non référencées cadastralement , sur les cartes au 1/10000 en annexe 18 de l'étude d'impact.

5-Le devenir des 3 exploitants logeant des porcs pour le GAEC ASSEMAN entre dans un cadre contractuel privé, hors champ du projet soumis à autorisation.

6-L'éradication totale des odeurs d'un élevage porcin est une impossibilité. Au cas préoccupant ,ces odeurs ne sont décelables que par vent de Nord Est (rares) , et sont notablement réduites par les techniques d'élevage mises en œuvre.

7-Les exploitations agricoles de Flandre sont principalement desservies par des voies communales (habitat disséminé), dont les caractéristiques ne peuvent faire obstacle aux moyens modernes d'exploitation tant en culture qu'en élevage, la collectivité publique étant responsable de leur maintenance.

Une copie du procès verbal de synthèse des observations est annexée au rapport d'enquête, ainsi que les réponses du pétitionnaire aux observations .

A Dunkerque le 17 novembre 2025

Le commissaire enquêteur : DEKEISTER Jean Pierre